

MINISTÈRE DES ARMÉES

ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

ordre du jour n° 12

=oOo=

du général d'armée Thierry Burkhard
Chef d'état-major des armées

Officiers, sous-officiers et officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs, d'active et de réserve, personnel civil des armées,

Le président de la République a annoncé ce jour sa décision de retirer la force Barkhane du territoire malien.

Depuis 2013, à la demande des autorités maliennes, les armées françaises sont engagées au Mali pour lutter contre le terrorisme.

Durant ces neuf années, nous avons payé le prix du sang pour accomplir notre mission. 59 militaires français sont morts au Sahel, dont 52 au Mali. Je m'incline devant leur mémoire. Nous ne les oublierons pas. Je salue nos camarades qui ont été blessés dans leur chair, dans leur âme. Enfin, mes pensées vont aux familles endeuillées et meurtries par la mort ou la blessure d'un être cher.

À tous, je veux dire que le sacrifice de nos camarades, morts dans l'exécution de la mission, n'a pas été inutile, que nos efforts n'ont pas été vains. Durant ces neuf années, les armées françaises ont rempli les missions qui leur ont été confiées. Le Mali ne s'est pas effondré, il n'est pas devenu un sanctuaire du terrorisme international.

Pour cela, nous avons combattu en première ligne Al Qaïda, Daech et leurs affidés, ne laissant aucun répit aux groupes armés terroristes. Depuis les airs et au sol, nous avons frappé les zones refuges, neutralisé de nombreux chefs et démantelé des réseaux, patrouillant sans relâche dans des conditions souvent extrêmes et parmi les populations les plus exposées à la menace. De manière directe ou indirecte, c'est l'ensemble des armées, directions et services qui ont contribué à cet effort hors norme qui nous a permis de remporter ces succès opérationnels.

Avec nos alliés, en particulier européens et américains, avec nos partenaires africains, en particulier sahéliens, et avec l'appui de la communauté et des organisations internationales, nous avons œuvré dès 2013 pour reconstruire et consolider les forces armées maliennes, qui étaient en grande difficulté face aux groupes armés terroristes.

Progressivement, nous avons renforcé notre partenariat de combat au profit des FAMa. Avec ces militaires maliens qui, chaque jour sur le terrain, font la preuve de leur courage et de leur engagement, nous avons tissé des liens de confiance et de respect mutuels, de ces liens qui naissent des combats menés côte à côte et du sang versé ensemble.

Les FAMA et la force Barkhane, et en son sein la force Takuba, ont obtenu des succès militaires remarquables et reconnus. Depuis janvier 2020 et le sommet de Pau, les armées et leurs partenaires ont empêché l'État Islamique au Grand Sahara, affilié à Daech, de constituer un califat territorial qui aurait menacé tout le Sahel. Nous avons aussi permis de mettre fin aux attaques de grande ampleur, qui s'étaient soldées par la mort de très nombreux soldats maliens et nigériens fin 2019 et début 2020.

Parce que la solution face au terrorisme n'est pas, et ne sera jamais, seulement militaire, la force Barkhane a systématiquement encouragé et appuyé le retour de l'État malien dans le Nord. L'administration est revenue à Tombouctou et à Gao. Plus important encore, en améliorant la sécurité dans nos zones de responsabilité, nous avons permis aux populations de bénéficier de l'aide au développement et de l'action des organisations humanitaires.

Le moment est pourtant venu de quitter le Mali. Au cours des derniers mois, sans paraître tenir compte des efforts consentis par la communauté internationale, la junte qui gouverne à Bamako a méthodiquement créé les conditions qui l'ont conduite dans une impasse. Arrivée au pouvoir par deux coups d'État successifs, elle a fait le choix d'une fuite en avant.

Les conditions nécessaires à la poursuite de l'engagement militaire français aux côtés des FAMA, face aux groupes armés terroristes, ne sont plus réunies. Le président de la République en a tiré les conséquences. Tout en réaffirmant la volonté de la France de participer à la lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, il a décidé de poursuivre la réarticulation de notre dispositif entamé en juillet 2021, en ordonnant le retrait de la force Barkhane du Mali.

Avec cette réarticulation, les critiques ne manqueront pas, les remises en cause non plus. Certains voudront certainement dresser un parallèle avec le retrait américain d'Afghanistan l'an dernier, parleront de défaite, de déroute même. Rien ne serait plus inexact. Nous ne quittons pas le Mali sous la pression des groupes armés terroristes et nos capacités militaires comme notre détermination à combattre le terrorisme dans la région sont intactes.

Le Sahel n'est pas condamné à vivre sous le joug du terrorisme et de la violence. Avec nos alliés européens et américains, nous allons poursuivre le combat aux côtés de nos partenaires africains, pour préserver la sécurité de la France et de l'Europe. Nous aiderons les pays qui le souhaitent, en appuyant leurs armées dans leur montée en puissance et dans la prise à leur compte de la lutte contre le terrorisme. Nous aurons également le souci permanent de préserver notre liberté d'action, gage de notre capacité à nous adapter rapidement aux évolutions de la situation.

Soyons fiers de tout ce que nous avons accompli, dans des conditions toujours difficiles et exigeantes. Nous n'avons jamais failli, et nous n'avons jamais renoncé face aux groupes armés terroristes.

Je sais pouvoir compter sur votre professionnalisme et votre engagement pour continuer à remplir les missions qui nous sont confiées, aux côtés de nos alliés et de nos partenaires.

Le combat continue, en avant !

Paris, le 17 février 2022

